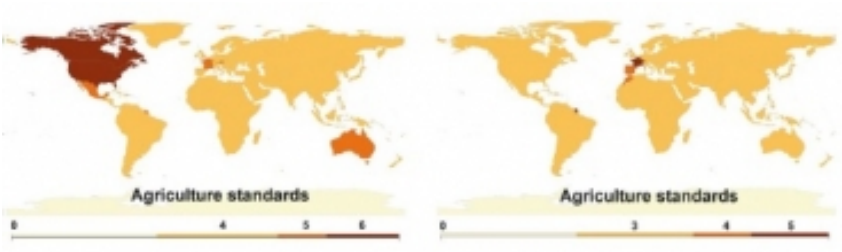
Un inventaire mondial des standards du carbone organique des sols

16 décembre 2021

Compte tenu de l'importance croissante accordée aux sols dans la séquestration de carbone, une équipe de chercheurs du Cirad et de Montpellier SupAgro a inventorié et comparé les standards existant en la matière (figure ci-dessous). Les résultats ont été publiés en novembre 2021 dans la revue *Mitigation and Adaptation Strategies for Global Change*.

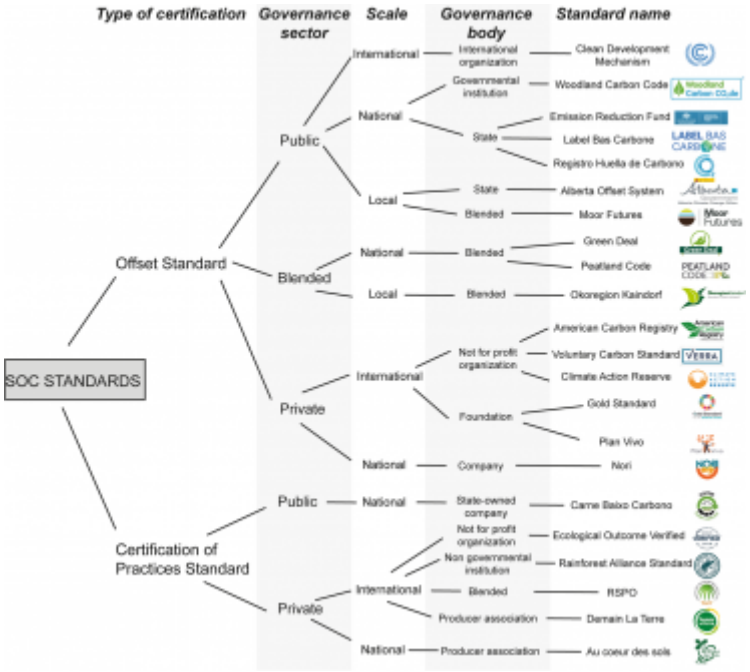
Nombre de standards existants pour le secteur agricole : à gauche, générant des crédits carbone ; à droite, augmentant le prix de vente des productions



Source : *Mitigation and Adaptation Strategies for Global Change*

Une recherche bibliographique et des entretiens avec des experts, menés entre mai et août 2020, ont permis d'en identifier vingt-deux : seize permettent de générer des crédits carbones destinés à être vendus ; six augmentent le prix de vente des matières premières produites (figure ci-dessous). L'analyse s'est ensuite concentrée sur une vingtaine de questions liées aux aspects économiques, d'éligibilité, de gouvernance, aux processus de certification ou encore aux problématiques de fuites et de permanence du stockage.

Gouvernance et échelle des 22 standards identifiés



Source : *Mitigation and Adaptation Strategies for Global Change*

Les chercheurs tirent plusieurs conclusions de leurs analyses. D'abord, les informations sur les coûts et bénéfices attendus du processus de certification sont généralement manquantes, ce qui limite la confiance des acteurs. Ceci serait, selon les auteurs, particulièrement vrai dans le cas des certifications de crédits carbone, de la gouvernance de laquelle les agriculteurs sont généralement exclus. Par ailleurs, l'incitation économique ne serait effective que pour des agriculteurs gérant plusieurs centaines d'hectares, en raison du potentiel de séquestration limité par hectare. Mais les auteurs mettent aussi en garde contre le risque pesant sur la production alimentaire. En effet, dans le cas d'une « course à la neutralité carbone » de la part des autorités publiques nationales et des acteurs privés, le *carbon farming* pourrait devenir plus rentable que la production, et les arbitrages pourraient être réalisés au détriment de cette dernière : par exemple, afforestation ou conversion en prairies sans élevage des parcelles cultivées.

Les auteurs préconisent ainsi la voie du premium ajouté au prix des productions. Selon eux, elle permettrait d'élargir les objectifs à d'autres aspects que le carbone, et de garder un couplage à la production. S'ils reconnaissent qu'il est encore trop tôt pour évaluer l'efficacité de ce type de standards, ils recommandent l'implication des organisations de producteurs et des institutions publiques (comme l'Embrapa au Brésil) dans la gouvernance et le soutien technique.

Marie-Hélène Schwoob, Centre d'études et de prospective

Source : *Mitigation and Adaptation Strategies for Global Change*